

22 octobre 2013

Bercy
au péril

finances
Solidaires

de la MAP!

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

DOUANES
Solidaires

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
finances
Solidaires

I.D.D.
Solidaires



Le CTM du 8 octobre confirme nos inquiétudes. Bercy est jugé non prioritaire et va encore subir une nouvelle amputation : 2564 d'emplois seront supprimés en 2014 .

Pour les agents, une question simple se pose :

Comment allons nous pouvoir assurer les missions dévolues à nos services dans de telles conditions ?

Ainsi :

- à la DGFIIP, qui a connu une augmentation de l'accueil physique de 13% en deux ans, une implosion des appels téléphoniques et des courriels, qui est en première ligne face à une fraude fiscale qui se situe entre 60 à 80 milliards par an, où le contrôle de la dépense est rendu de plus en plus aléatoire, qui subit des fermetures de sites, qui a vu le nombre de ses trésoreries réduit à 2700 contre 4000 il y a 12 ans ... ce seront encore des moyens en moins avec 1988 emplois supprimés ;

- à la Douane, c'est un emploi par jour qui est supprimé alors que les échanges internationaux s'accroissent et s'intensifient ;

- à la DGCCRF, après « le cheval gate » et contre toute attente, le Premier Ministre a décidé de ne pas acter la sortie de la Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes des structures interministérielles (comme le préconisaient les 5 rapports) entraînant de fait un fonctionnement désorganisé, une efficacité réduite quasi à néant, une cohérence cassée et des réseaux de compétences démantelés... avec en bout de course un consommateur de plus en plus livré à lui-même ;

- à l'INSEE, avec 90 emplois supprimés, comment prendre en compte réellement les besoins de tous les utilisateurs (citoyens, associations, organisations syndicales, organisations politiques, élus...), sur l'ensemble du territoire, pour consolider et développer les missions et les travaux de la statistique publique, label d'intérêt général et de qualité statistique ?

Parler de lutte contre la fraude, de meilleure gestion des collectivités locales, de meilleurs contrôles, de fiabilités des données ... est pure rhétorique quand, par ailleurs, les moyens d'y parvenir ne sont pas donnés. Et quand, en administration centrale -qui est loin d'être en reste en matière de suppression d'emplois avec - 104 emplois au SG, -20 à la DGCIS...- les grands projets liés à la gestion des ressources humaines (SIRHIUS, ONP,...) prennent toutes leurs dimensions avec la volonté de transversalité et de mobilité au coeur des administrations de Bercy. Ces choix budgétaires et organisationnels démontrent bien l'absence d'une volonté politique réelle de renforcer les missions des ministères économiques et financiers. NOUS NE L'ACCEPTONS PAS.

Pour Solidaires Finances, ce n'est plus l'intérêt général qui domine, mais celui de l'intérêt de quelques particuliers et surtout les intérêts des entreprises et des grands groupes formulés par le MEDEF. Le gouvernement se prive non seulement de recettes au prétexte de Moderniser l'Action Publique mais, de plus, au nom des déficits publics, coupe, ampute les moyens de fonctionnement des services au détriment des missions.

Face à une stratégie aveugle, on est en droit de se poser des questions : Quelle sera l'utilité économique et sociale des agents demain ? Que restera t-il de public dans les missions qu'ils exercent ? Quel sera demain le rôle de l'État ? Quel sera celui des ministères de l'économie et des finances et du redressement productif devenus ceux des économies souhaitées uniquement par les financiers ?

Nous en sommes convaincus d'autres choix sont possibles...

Nous vous invitons à venir débattre avec nous des enjeux et des conséquences de la MAP sur nos missions, sur les agents, sur la société.

**Grande salle du CASC à Bercy
Le mardi 22 octobre
de 11 h30 à 12 h 30
et de 13 h à 14 h 30**

